

## 8 Société et Culture

## Piéton

## Libérez les trottoirs !



Photo : D.R.

A quand l'opération "Libérez les trottoirs" à Mouila ? La question vaut son pesant d'or dans une cité où les trottoirs sont pris d'assaut par des commerçantes, empêchant la circulation sur cette partie de la route réservée aux piétons. Le carrefour dit "Moussa", dans le 2e arrondissement, reste le lieu le plus emblématique, avec un marché qui s'est développé sur cette dépendance. Une situation qui semble arranger les autorités municipales et les occupantes des lieux. Mais un accident est vite arrivé...

## La bobine et le trottoir



Photo : D.R.

A proximité du pont reliant les deux arrondissements de la commune de Mouila, un support de câbles d'électricité ayant la forme d'une grosse bobine a été abandonné sur le trottoir par la société ayant effectué les travaux de renforcement de la ligne électrique dans la ville. Une situation déplorable qui contraignent les piétons, déviant l'obstacle, à marcher sur la chaussée, s'exposant ainsi au risque d'être renversés par les fous du volant qui ne manquent pas dans la ville. Ni les autorités municipales, ni encore moins la société incriminée ne semblent préoccupées par ce désagrément.

## Les deux faces du panneau



Photo : D.R.

En matière de publicité et de communication, un fait nouveau semble s'installer à Mouila-Magondo : faute de support médiatique approprié, de radio ou de télévision locale pour faire passer son message, un citoyen a trouvé la parade : placer un morceau de contreplaqué sur un panneau de signalisation verticale donnant à lire deux messages : l'un de la sécurité routière à l'avant et l'autre publicitaire du démarcheur à l'arrière. Ce qui est génial, mais pas pour la beauté de la ville. Surtout que ce support est implanté à un grand carrefour.

Par F.N.

Santé / Centre hospitalier régional de Melen  
La maternité toujours fermée aux usagers

SNN

Libreville/Gabon

**La fermeture momentanée a été décidée par les autorités sanitaires suite aux intempéries. A quand la réouverture ?**

UNE atmosphère particulièrement peu besogneuse règne ces derniers temps à la maternité du Centre hospitalier régional de Melen. En effet, depuis plus de deux semaines, ce service a rompu avec son ambiance habituelle. Aucune ombre de femme enceinte en travail marchant péniblement à l'horizon, ni de cri de nouveau-nés. Pour cause, cette entité sanitaire a fermé ses portes au public, suite aux dégâts causés par la pluie diluvienne qui s'était abattue sur Libreville et ses environs il y a pas longtemps.

Ce service s'étant retrouvé complètement englouti par les eaux, les autorités avaient donc décidé de sa fermeture momentanée, le temps de son nettoyage et



Photo : SNN

Le service de maternité de l'hôpital de Melen : le calme plat.

de la désinfection des bâtiments.

Sauf qu'après plusieurs semaines, la situation semble perdurer aujourd'hui. Rien n'est visiblement fait pour que le service ouvre à nouveau ses portes aux usagers.

Prises de désarroi, patientes et autres parturientes se plaignent d'être, chaque fois, orientées vers d'autres structures sanitaires, parfois très éloignées de leurs domiciles. Le retard accusé dans la réouverture de la maternité serait dû à un manque

de produits désinfectants, estiment certains agents du service ayant requis l'anonymat. Puisqu'ils assurent avoir fait la première partie du nettoyage. « Nous avons nettoyé de nos propres mains le service tout entier après le retrait des eaux. Mais comme ce sont des endroits très délicats, il faut obligatoirement les désinfecter pour que nous recommencions à recevoir les usagers. Mais depuis lors, nous attendons que la direction s'en charge », a ajouté la même source.

La directrice du Centre hospitalier vers qui nous sommes dirigés pour nous enquêter de la situation s'est montrée particulièrement désobligeante à notre égard, notamment en nous sommant de ne pas enregistrer ses propos.

C'est presque en colère que notre interlocutrice a laissé entendre qu'elle était en contact avec les services de l'hôpital militaire pour régler le problème de la désinfection. Et que pour l'heure, elle s'attelaient d'abord à trouver un bâtiment devant abriter les suites de couches.

Des raisons qui laissent plus d'un dubitatif, car comment expliquer que pour des raisons d'une simple désinfection, le service de maternité d'une des plus grandes structures hospitalières de l'Estuaire reste fermé au public pendant plus d'une semaine, au regard de la particularité de cet hôpital qui accueille les populations de Libreville et des zones périphériques de Ntoum, voire Cocobeach.

## Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab)

## Le service d'archives et de documentation dans ses locaux



Photo : Abel Eyeghe

Le DG de la Caistab, Ismaël Ondias Soua, visitant les locaux du centre de documentation.

AEE

Libreville/Gabon

**Le directeur général de la Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab), Ismaël Ondias Soua, a procédé, mercredi dernier, à la mise en service du centre des archives et de documentation de sa structure. Il se situe non loin de l'échangeur du lycée Paul Indjendjet Gondjout, face à l'immeuble Narval. L'œuvre a été réalisée par la Société d'archivage et de service informatiques (Sasi Gabon).**

LE service d'archives et de documentation de la Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab) bénéficie désormais d'un bâtiment flambant neuf. Il a été mis en service mercredi dernier, par le directeur général de cette entreprise parapublique, Ismaël Ondias Soua.

Autrefois situé au Centre

technique d'Owendo, ce service jouit désormais d'un cadre acceptable, comme l'a souligné son chef, Bertrand Ngabassagha. Les agents affectés vont désormais servir dans des conditions optimales.

« De septembre 2006 à octobre 2016, le service des archives et de documentation se résumait à un bureau de 10 m<sup>2</sup>, pour 6 agents. Ce service, qui n'existait que de nom, était dépourvu de tout ce qui caractérise une entité vouée à la collecte, au classement et à la diffusion des informations documentaires liées aux activités de notre institution », a-t-il rappelé.

Avant d'ajouter, s'adressant au directeur général : « En mettant à disposition ce bâtiment pour les archives et la documentation, vous venez de toucher au nerf ultrasensible de ce qui fonde la société des hommes : la mémoire. Disparates, perdus, malmenés par le temps et les pratiques peu orthodoxes qui ont caractérisé le management d'antan au sein de notre entreprise, cette mé-

moire, par votre seul courage, trouve ici, en ce lieu, le berceau de sa constitution progressive selon les pratiques professionnelles », s'est réjoui M. Ngabassagha. Le service des archives et de documentation de la Caistab est composé d'un bâtiment R+1, dans lequel se trouve

un fonds d'archives, constituant le cœur du service, d'une salle de tri, d'un bureau pool secrétariat, d'une salle de consultation, pour le rez-de-chaussée. Et à l'étage, d'un bureau, d'un deuxième fonds d'archives faisant aussi office de bureau.

## Erratum

Dans notre édition d'hier, nous indiquions que "...la commune de Libreville est gérée par le maire et ses quatre adjoints". Il fallait plutôt lire "(...) cinq (05) adjoints". Toutes nos excuses à nos lecteurs et aux concernés.

